

Panorama normatif et actualités jurisprudentielles

Atmos'Fair 2025



UGGC AVOCATS

Sommaire

I. Actualité normative

1. En droit de l'Union européenne
2. En droit national

II. Actualité jurisprudentielle

1. Au niveau européen
2. Au niveau national



I. Actualité normative en matière de qualité de l'air

1. En droit de l'Union européenne

Qualité de l'air ambiant (1/4)

Directive du parlement européen et du conseil relative à la qualité de l'air ambiant et à un air plus pur pour l'Europe, 14 octobre 2024 (2024/2881)

- Février 2024 : accord politique sur la révision des Directives 2004/107 et 2008/50 sur la qualité de l'air ambiant.
- 14 octobre 2024: adoption de la directive, entrée en vigueur le 11 décembre 2024.
 - ❖ Fusionne les deux directives et fixe des valeurs limites plus strictes.
- Les grands axes de la directive
 - ❖ Des objectifs en matière de qualité de l'air renforcés
 - ❖ Un renforcement du dispositif de surveillance de la qualité de l'air
 - ❖ **D'ici 2030**: la mise en place de feuilles de route par les États membres pour assurer l'atteinte des objectifs
 - A partir de 2030: des plans qualité de l'air pour traiter les situations de dépassement persistantes
 - ❖ L'amélioration des garanties d'accès à la justice et un droit pour les citoyens d'être indemnisés en cas de dommage pour leur santé.

1. En droit de l'Union européenne

Qualité de l'air ambiant (2/4)

Directive du parlement européen et du conseil relative à la qualité de l'air ambiant et à un air plus pur pour l'Europe, 14 octobre 2024 (2024/2881)

- Contexte de développement des contentieux sur la qualité de l'air ambiant, la directive du 23 octobre 2024 sur la qualité de l'air ambiant constitue un nouveau fondement pour ces litiges, fixant des standards plus exigeants que la directive de 2008.

Les nouvelles normes de qualité de l'air pour la protection de la santé humaine

fixées par la nouvelle directive révisant la directive 2008/50/CE et comparaison avec les valeurs guides de l'OMS (2021)

Polluant	Périodicité	Type de norme	Norme en vigueur	Norme révisée adoptée pour 2030	Dépassements autorisés	Valeurs guides de l'OMS (2021)
PM _{2,5}	Annuelle	Valeur limite	25 µg/m³	10 µg/m³	-	5 µg/m³
	24h	Valeur limite	pas de norme	25 µg/m³	18 fois/an	15 µg/m³
PM ₁₀	Annuelle	Valeur limite	40 µg/m³	20 µg/m³	-	15 µg/m³
	24h	Valeur limite	50 µg/m³	45 µg/m³	18 fois/an	45 µg/m³
O ₃	Moy. jour. max. sur 8h	Valeur cible	120 µg/m³	120 µg/m³	18 j/an (moy. sur 3 ans)	100 µg/m³
	Moy. jour. max. sur 8h	Objectif à long terme	120 µg/m³	100 µg/m³**	3 j/an	-
NO ₂	Annuelle	Valeur limite	40 µg/m³	20 µg/m³	-	10 µg/m³
	24h	Valeur limite	pas de norme	50 µg/m³	18 fois/an	25 µg/m³
SO ₂	1h	Valeur limite	200 µg/m³	200 µg/m³	3 fois/an	-
	Annuelle	Valeur limite	pas de norme	20 µg/m³	-	-
CO	24h	Valeur limite	125 µg/m³	50 µg/m³	18 fois/an	40 µg/m³
	1h	Valeur limite	350 µg/m³	350 µg/m³	3 fois/an	-
Benzène	24h	Valeur limite	pas de norme	4 µg/m³	18 fois/an	4 µg/m³
	Moy. jour. max. sur 8h	Valeur limite	10 µg/m³	10 µg/m³	-	-
Plomb	Annuelle	Valeur limite	5 µg/m³	3,4 µg/m³	-	-
Arsenic	Annuelle	Valeur limite	0,5 µg/m³*	0,5 µg/m³	-	-
Cadmium	Annuelle	Valeur limite	6 ng/m³*	6 ng/m³	-	-
Nickel	Annuelle	Valeur limite	5 ng/m³*	5 ng/m³	-	-
BaP	Annuelle	Valeur limite	20 ng/m³*	20 ng/m³	-	-
	Annuelle	Valeur limite	1 ng/m³*	1 ng/m³	-	-

- Objectif** : fixer des normes UE contraignantes pour 2030 tenant compte des recommandations de l'OMS + objectif « environnement exempt de substances toxiques » d'ici à 2050
- Valeurs limites de concentrations** plus strictes (particules fines, NO₂, SO₂)
- Valeurs cibles** pour les **métaux lourds** (arsenic, cadmium, nickel) et pour les HAP (BaP)
- Réexamen des normes** d'ici au 31 décembre 2030, puis tous les 5 ans (et plus souvent si de nouveaux éléments scientifiques substantiels en révèlent la nécessité)
- Ajout de points de prélèvement pour évaluer la qualité de l'air urbain
- Indemnisation** en cas de violation des dispositions relatives à l'adoption des plans qualité de l'air et des plans d'action à court terme ayant entraîné des dommages pour la santé humaine

1. En droit de l'Union européenne

Qualité de l'air ambiant (3/4)

Directive du parlement européen et du conseil relative à la qualité de l'air ambiant et à un air plus pur pour l'Europe, 14 octobre 2024 (2024/2881)

Nouveaux risques contentieux

- La directive air ambiant introduit de nouvelles valeurs limites, plus contraignantes que celles de 2008.
- Nouvelle assiette pour un contentieux émergent portant sur les préjudices du fait la pollution de l'air (CAA Lyon et CAA Paris) qui a vocation à se développer avec l'affinement des moyens de preuve et ainsi une meilleure évaluation des quantum à venir
- Quelles possibilités de contentieux dans le prolongement de la transposition des nouvelles valeurs limites ?
- Rappel : la pollution de l'air en France est encore un problème de santé publique majeure (Etude Santé Publique France, janvier 2025) et les normes fixées par la directive de 2024 sont encore loin d'être atteintes sur tout le territoire de l'UE ([AEE, Benchmark analysis against the standards in the revised directive \(EU\) 2024/2881](#))

Quels outils normatifs?

- Dans son arrêt du 25 avril 2025, le Conseil d'Etat avait indiqué que des outils tels que les ZFE avaient contribué à l'amélioration de la qualité de l'air dans l'agglomération lyonnaise et parisienne.
- Or, la suppression des ZFE a été adoptée par amendement du 28 mai dans le cadre du PJJ Simplification. Suite à suivre (CMP, vote final, éventuelle saisine du Conseil constit.)...

1. En droit de l'Union européenne

Qualité de l'air ambiant (4/4)

Directive du parlement européen et du conseil relative à la qualité de l'air ambiant et à un air plus pur pour l'Europe, 14 octobre 2024 (2024/2881)

- Transposition au plus tard le **11 décembre 2026**
- GT transposition en cours, afin de se conformer aux futures normes européennes, les axes suivants ont été présentés par la DGEC aux JNQA du 13 octobre 2025 :
 - **Flécher 150 millions d'euros** pour financer les projets de plan climat-air-énergie territorial, soutien aux collectivités locales dans leurs efforts pour améliorer la qualité de l'air.
 - **Remobiliser les préfets** à développer des plans locaux pour un chauffage au bois plus respectueux de l'environnement.
 - **Relancer le Comité ministériel de la qualité de l'air en ville**, actions spécifiques pour réduire la pollution dans les villes.
 - **Reprendre le dispositif de leasing social** en septembre 2025, faciliter l'accès aux citoyens à des véhicules moins polluants.
 - **Relancer la Prime à la conversion des véhicules** en 2026, inciter les conducteurs à opter pour des voitures plus écologiques.
 - **Développer la recherche** : Santé publique France mettra à jour les études sur la qualité de l'air et ses impacts sur la santé, tandis que l'ADEME évaluera l'impact économique de la pollution de l'air.
 - **Recenser les initiatives locales** qui font baisser les émissions de polluants dans l'atmosphère, afin d'inspirer et de guider d'autres collectivités.

1. En droit de l'Union européenne

Qualité de l'environnement intérieur :

Directive du 24 avril 2024 sur la performance énergétique des bâtiments :

Objectif : promouvoir **l'amélioration de la performance énergétique** des bâtiments en tenant compte, pour ce faire, de la qualité de l'environnement intérieur.

❖ Nouvelle notion : « **performance de la qualité de l'environnement intérieur** ». → « *Le résultat d'une évaluation des conditions à l'intérieur d'un bâtiment influençant la santé et le bien-être de ses occupants sur la base de paramètres tels que ceux relatifs à la température, l'humidité, le taux de ventilation et la présence de contaminants* » (art. 2, 66), de la directive).

- Incorporation des enjeux de qualité de l'air intérieur à la question de la performance énergétique des bâtiments par divers prismes :
 - ❖ Exigences minimales de performance énergétique (*éviter effets néfastes comme une ventilation inadéquate*)
 - ❖ Système de certification de la performance énergétique des bâtiments (*recommandations pour l'amélioration de la qualité de l'environnement intérieur*)
 - ❖ Systèmes techniques des bâtiments (*systèmes d'automatisation et de contrôle capables de surveiller la qualité de l'environnement intérieur*)
 - ❖ Exigences concernant les émissions de gaz à effets de serre des bâtiments neufs (*émissions nulles*)
 - ❖ Plan national de rénovation des bâtiments (*garantir la rénovation du parc national de bâtiments en vue constitution d'un parc immobilier à haute efficacité énergétique et décarboné d'ici à 2050*)
- La transposition doit être faite avant le **29 mai 2026**

Zones à Faibles Emissions (1/2)

2. En droit national

- Issues des propositions de la Convention citoyenne pour le climat de 2019, visent à restreindre la circulation des véhicules les plus polluants dans certaines grandes agglomérations.
- **25 ZFE sont actuellement actives** sur le territoire national, divisées en 2 catégories:
 - ❖ Les « **territoires ZFE** » : dépassement régulier des normes de pollution (Paris et Lyon).
 - ❖ Les « **territoires de vigilance** » : agglomérations de plus de 150 000 habitants.
- Système de **vignette Crit'air** classe les véhicules de 1 à 5 en fonction de leurs émissions polluantes en particules fines et oxydes d'azote et détermine s'ils sont autorisés à circuler dans une ZFE (*sanction: contravention de classe 3*)
+ sur des **caractéristiques spécifiques à chaque ZFE**: mesures de restriction de circulation, catégories de véhicules concernés, dérogations individuelles...

Critiques du mécanisme: désavantageux pour les ménages plus précaires, facteur d'exclusion, symbole d'une « écologie punitive »...

➤ **Suppression du dispositif par l'Assemblée nationale**

- ❖ **26 mars 2025** : vote par les membres de la commission spéciale de l'Assemblée nationale examinant le projet de loi de simplification de la vie économique en faveur de l'abandon du dispositif ZFE.
- ❖ **28 mai 2025**: adoption par amendement de l'article du projet de loi de simplification de la vie économique visant à supprimer les ZFE (article 15 ter).
- ❖ **17 juin 2025**: adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi de simplification de la vie économique.

Zones à Faibles Emissions (2/2)

Cependant, cette suppression n'est pas définitive

- ❖ Examen du projet de loi par une Commission mixte paritaire avant adoption définitive
- ❖ Possibilité de censure par le Conseil constitutionnel
- ❖ Remplacement par d'autres outils en cas de suppression des ZFE
- ❖ Possibilité de conserver les ZFE déjà en place (non-rétroactivité de la loi)

En Belgique: Cour constitutionnelle, arrêt n° 115/2025 du 11 septembre 2025

- ❖ Suspension d'une ordonnance reportant de deux ans la mise en place de nouvelles restrictions de circulation au sein d'une ZFE.
- ❖ Report vu comme un recul de la protection du droit à un environnement sain.
- ❖ 2 conditions cumulatives applicables reconnues par la Cour:
 - Risque de « préjudice grave difficilement réparable » pour la santé en cas de report des restrictions
 - Existence d'un moyen sérieux d'inconstitutionnalité de la norme *«la restauration de l'autorisation de circulation pour deux ans [...] représente [...] un recul significatif du degré de protection du droit à la santé et du droit à un environnement sain »*



II. Actualité jurisprudentielle en matière de qualité de l'air

1. Au niveau européen

CEDH, 30 janvier 2025, n° 39742/14, 51567/14, 74208/14 et 24215/15

L'inaction prolongée des autorités italiennes face à la grave pollution dans une partie de la région de Campanie violait **l'article 2 de la Convention européenne des droits de l'homme** sur le droit à la vie.

Manquement de l'Etat italien à son devoir de diligence pour protéger les habitants contre un risque grave, réel et imminent.

- ❖ Pas de mesures suffisantes de dépollution, ni de stratégie de prévention et d'information adaptée, malgré la gravité du problème connue depuis des décennies.
- ❖ Pollution à l'origine d'une prévalence de cancers plus importante que dans les autres régions du pays + détérioration de la qualité de l'air.

La CEDH a **ordonné l'Italie d'élaborer sous deux ans** une stratégie globale, un mécanisme de suivi indépendant et une plateforme publique d'information.

1. Au niveau européen

CEDH, 6 mai 2025, L.F. e.a. c. Italie (no 52854/18)

Reconnaissance du préjudice subi par les requérants du fait de l'inaction de l'Etat italien face à la pollution, en particulier atmosphérique, provenant d'une fonderie, laquelle aurait causé des dommages significatifs à l'environnement, à leurs vies et à leur santé, affectant ainsi leur bien-être.

Constat de la violation du droit au respect de la vie privée (art. 8 CEDH) par l'Etat italien : pas de condamnation pécuniaire au-delà des frais et dépens.

- ❖ Ces deux arrêts de la CEDH démontrent une **multiplication des fondements** utilisés par les requérants pour fonder leur recours devant la CEDH : vie privée, droit à la vie, etc.
- ❖ Pour rappel, les arrêts de la CEDH ont un caractère **déclaratoire et ne sont pas exécutoires par eux-mêmes**, mais les États s'engagent à s'y conformer : leur exécution est placée d'après l'article 46 de la Convention européenne des droits de l'homme sous le contrôle du Comité des ministres.

1. Au niveau européen

Mise en demeure du 7 février 2024 de la France par la Commission européenne pour non-respect de la directive sur la qualité de l'air

- **CJUE, 24 octobre 2019, C636/18** : condamne la France « pour manquement aux obligations issues de la directive qualité de l'air » à cause de dépassements systématiques des valeurs limites de concentration de NO₂ dans 12 zones de qualité de l'air depuis 2010.
- **France** : après la décision, adoption et mise en œuvre de plans pour la qualité de l'air
- **07/02/2024** :
 - Mise en demeure de la France après avoir failli à mettre en œuvre la décision de la CJUE de 2019.
 - Toujours en non-conformité pour quatre zones : Paris, Lyon, Strasbourg, et Aix-Marseille
 - Donne deux mois à la France pour répondre aux manquements soulevés par la Commission européenne.
 - Sans réponse satisfaisante, peut en référer à la CJUE pour imposer des sanctions financières

2. Au niveau national

Au niveau national

- **Condamnation de l'Etat pour non-respect de la directive air ambiant (2008/50)**
 - CE, 25 avril 2025, n°42409, *Les Amis de la Terre*
- **Condamnation de l'Etat dans le cadre de ses obligations au titre de la police des installations classées**
 - CE, 24 juillet 2025, n°496331, *Metaleurop*
- **Condamnation de l'Etat dans le cadre de préjudices de santé de particuliers:**
 - CAA de Lyon, 19 février 2025, n°21LY00245
 - CAA de Paris, 9 octobre 2024, n°23PA03742 et 23PA03743
- **Expertise sur l'exposition de travailleurs aux poussières et agents chimiques**
 - Tribunal judiciaire de Paris, 4 septembre 2025, n°25/53627
- **Dieselgate:**
 - Cour de cassation, 24 septembre 2025, n°649 FS-B
 - Saisie par 3 ONG du TA de Paris contre l'Etat français pour son inaction face au Dieselgate

2. Au niveau national

Condamnation de l'Etat pour non-respect de la directive air ambiant (2008/50)

CE, 25 avril 2025, n°42409, *Les Amis de la Terre* (1/2)

Long contentieux engagé par Les Amis de la Terre en 2015 qui avait mené à **plusieurs condamnations** de l'Etat par le Conseil d'Etat afin de ramener les concentrations de dioxyde d'azote (NO2) et de particules (PM10) sous le **seuil imposé par la directive européenne du 21 mai 2008** (2008/50):

2017 : **injonction d'élaborer des plans** pour ramener les concentrations en NO2 et PM10 sous les valeurs limites pour 12 zones urbaines

2020 : **astreinte de 10 millions €/semestre** si inexécution de la décision de 2017 d'ici 6 mois

2021 et 2022 : **liquidation provisoire de l'astreinte** (10 puis 20 millions) réparties entre l'Ademe, le Cerema, l'Anses, l'Ineris, Air Parif, des associations

2023: **Etat condamné** au paiement de 10 millions d'€ pour pollution de l'air persistante à Paris et Lyon sur juillet 2022 à juillet 2023 (dioxyde d'azote) mais plus de dépassement de PM10 dans aucune zone urbaine.

2. Au niveau national

Condamnation de l'Etat pour non-respect de la directive air ambiant (2008/50)

CE, 25 avril 2025, n°42409, *Les Amis de la Terre* (2/2)

Le Conseil d'État juge que **l'État a mis en place les actions nécessaires pour améliorer la qualité de l'air en France et qu'il a exécuté sa décision de justice de 2017 dans sa totalité.**

- ❖ Plus aucune zone ne dépasse les seuils de pollution aux particules fines (PM10) et le seuil de pollution au dioxyde d'azote (NO2) est quasiment respecté à Lyon et proche de l'être à Paris.

Plans de protection de l'atmosphère, les zones à faibles émissions et les aides à la transition considérés comme «suffisamment précises et crédibles », CE refuse d'ordonner une nouvelle astreinte.

- ❖ Lien avec l'arrêt Métaleurop (24/07/2025), tendance du Conseil d'Etat à limiter sa reconnaissance de la responsabilité de l'Etat.
- ❖ Dans la lignée d'études scientifiques récentes sur l'amélioration de la qualité de l'air à Paris (étude d'Airparif d'août 2025).
- ❖ **Cependant, l'Etat va désormais devoir se conformer à la nouvelle directive air ambiant de 2024 (2024/2881), plus contraignante que la directive de 2008, possibilité de nouveaux contentieux sur le fondement de nouvelles valeurs limites + la suppression envisagée des ZFE pourrait rendre nécessaires de nouvelles mesures.**

2. Au niveau national

Condamnation de l'Etat dans le cadre de ses obligations au titre de la police des installations classées

CE, 24 juillet 2025, n°496331, *Metaleurop*

- Riverains du site d'une usine métallurgique demandent une indemnisation en réparation de préjudices du fait d'une exposition aux **métaux lourds**.
- **CAA de Douai (23/05/2024)** : ne pas avoir exigé une diminution plus significative des polluants atmosphériques par arrêté préfectoral, quitte à anticiper sur les normes nationales, constitue une faute de nature à engager la responsabilité de l'Etat.
- Le CE casse la décision de la CAA.
 - ❖ Reproche à la CAA la qualification de la faute de l'Etat uniquement sur la persistance de la pollution, sans précision sur les manquements commis.
 - ❖ Considère en particulier les mesures prises par l'Etat sur les rejets atmosphériques: soixantaine d'arrêtés préfectoraux encadrant ces rejets, rapport d'inspecteurs des ICPE, dépoussiérateurs et filtres installés, études sur les moyens techniques pour remédier à la pollution atmosphérique...
 - Renvoi à la CAA de Douai chargée de **préciser les manquements** de l'Etat dans son encadrement.
- **Appréciation rigoureuse de la responsabilité de l'État en matière de qualité de l'air** : la faute ne résulte pas seulement de l'absence d'amélioration de la pollution, mais besoin d'un manquement concret dans l'encadrement des mesures de protection atmosphérique.

2. Au niveau national

Condamnation de l'Etat dans le cadre de préjudices de santé de particuliers CAA de Lyon, 19 février 2025, n°21LY00245

- Reconnaissance de la responsabilité de l'Etat pour l'insuffisance des mesures prises dans la vallée de l'Arve afin de réduire la pollution de l'air.
- L'Etat déclaré **responsable des préjudices subis par une famille** en raison des maladies respiratoires contractées par son enfant.
- La CAA va plus loin que le TA de Grenoble en première instance en reconnaissant un **lien de causalité entre l'aggravation des pathologies respiratoires d'un enfant et les pics d'une pollution.**
 - ❖ L'Etat est condamné à verser **9000 euros d'indemnisation** à la famille.

2. Au niveau national

Condamnation de l'Etat dans le cadre de préjudices de santé de particuliers

CAA de Paris, 9 octobre 2024, n°23PA03742 et 23PA03743

- Suite de la décision du TA de Paris du 16 juin 2023 (n°2019924 et n°2019925) qui avait condamné l'Etat à indemnisation pour carence fautive.
- Reconnaissance de la **responsabilité de l'Etat** pour son **inaction face aux dépassements des seuils de pollution** de l'air en Ile-de-France.
- Reconnaissance d'un **lien de causalité** entre ces manquements et l'aggravation de pathologies respiratoires et ORL chez des enfants: symptômes corrélés aux pics de pollution, s'améliorent en cas de déménagement.
- L'Etat est condamné à **indemniser les familles** à hauteur de 2000 et 4000 euros.
 - ❖ En lien avec la **décision de la CAA de Lyon du 19 février 2025**: tendance des cours à reconnaître un lien de causalité entre pics de pollution et maladies respiratoires + la responsabilité de l'Etat pour inaction afin de réduire la pollution.
 - ❖ Tout comme la décision de la CAA de Lyon du 19 février 2025, la **directive de 2008** et ses dispositions de transposition ont servi de fondement à la condamnation de l'Etat.
 - ❖ Montants des indemnisations symboliques.

Expertise sur l'exposition de travailleurs aux poussières et agents chimiques 2. Au niveau national

Tribunal judiciaire de Paris, 4 septembre 2025, n°25/53627

- Résolution du CSE 12 MTS de la RATP pour une expertise sur l'exposition des conducteurs aux poussières et agents chimiques.
- Saisie du TJ de Paris par la RATP pour en demander l'annulation, contestant l'existence d'un risque grave, identifié et actuel, et invoquant l'existence actuelle de mesures (système et campagnes de mesures, plan d'action visant à réduire l'émission de particules...).
- Le TJ a rejeté la demande d'annulation de la RATP
 - ❖ Conditions légales de **l'article L.2315-94 du Code du travail réunies**, notamment l'existence d'un **risque grave**.
 - ❖ Absences de **mesures spécifiques** aux conducteurs: mesures de la qualité de l'air avec le système SQUALES concernent les usagers et non l'exposition des conducteurs, mesures qui se concentrent sur les particules fines PM 2,5 et PM 10, négligeant l'analyse qualitative de l'air (présence de métaux) et la composition chimique des particules.
 - TJ considère que la RATP **n'a pas mis en œuvre de mesures spécifiques au personnel** lui permettant de déterminer tant **les taux de particules fines** auxquels ils sont exposés au cours de leur travail que la **durée de cette exposition** ou la **composition** de ces particules.
 - Ce risque grave et l'absence de mesures de la qualité de l'air spécifique aux conducteurs légitime la **demande d'expertise**.

2. Au niveau national

Dieselgate (1/2)

Cour de cassation, 24 septembre 2025, n°649 FS-B

- Requête d'un acquéreur dont le véhicule Volkswagen a été équipé d'un logiciel frauduleux destiné à tromper les tests antipollution. Assignation de deux sociétés du groupe Volkswagen en résolution du contrat de vente du fait de défaut de délivrance conforme.
- La Cour affirme qu'un tel logiciel = un **manquement du vendeur à son obligation de délivrance conforme**.
 - ❖ Elle s'appuie notamment sur **la Charte de l'environnement**, articles 1er et 2ème de la Charte de l'environnement posant que « d'une part, chacun a le **droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé** et, d'autre part, toute personne a le **devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement** ».
- La Cour qualifie ainsi le manquement du vendeur à son obligation de délivrance de « grave » et admet que cela justifie la résolution de la vente.
- Renvoi devant la cour d'appel de Toulouse.

2. Au niveau national

Dieselgate (2/2)

Saisie par 3 ONG du TA de Paris contre l'Etat français pour son inaction face au Dieselgate

- ClientEarth, France Nature Environnement et Consommation Logement Cadre de vie demandent la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat pour son inaction dans l'affaire du Dieselgate.
 - Etat accusé de ne pas avoir engagé les procédures nécessaires / sanctionné les constructeurs automobiles afin de mettre fin à ces pratiques, malgré des preuves d'une commission d'enquête dès 2016.
- ❖ Sollicitent que soient ordonnées, dans un délai de 6 mois, des mesures suffisantes pour remédier à la situation sous peine d'une astreinte de 50 millions d'euros par semestre en cas de persistance de l'inaction.
- ❖ Inaction de l'Etat vue comme une « **carence fautive** » **contraire à l'obligation constitutionnelle de garantir à chacun et chacune le droit de vivre dans un environnement sain** tel que consacré par l'article 1er de la Charte de l'environnement.

Merci pour votre écoute !



UGGC AVOCATS